



Didier Gonzales
Député du Val-de-Marne

Questions d'actualité

Réindustrialiser la France

Les engagements budgétaires de la majorité pour 2012

**Les mauvais comptes du Sénat : asphyxie de la compétitivité et du
pouvoir d'achat**

RÉINDUSTRIALISER LA FRANCE

La France est une grande puissance économique, dynamique et attractive. 5^e puissance économique mondiale, la France est aussi en 3^e position derrière les Etats-Unis et la Chine, pour l'accueil d'investissements directs étrangers. Mais notre pays fait face à un véritable changement d'époque : la crise a sonné le glas du modèle d'endettement sur lequel il avait financé sa croissance depuis plus de 30 ans et notre industrie s'érode progressivement car elle n'a pas su répondre à la compétition grandissante des pays européens comme des pays émergents. Pour préserver notre modèle social que tant de pays nous envient, nous ne pouvons plus nous contenter de contracter des dettes, nous devons le financer par les richesses que nous créons : c'est en faisant du « Made in France » une marque aussi reconnue que le « Made in Germany » que nous pourrions relancer notre croissance. Réindustrialiser notre pays, produire plus sur notre sol, voilà le défi du prochain quinquennat pour préserver l'avenir des enfants de France.

Les 35 heures ont accéléré l'érosion de l'industrie en France

- **Entre 1980 et aujourd'hui**, la contribution de l'industrie à la richesse nationale est passée de 24% à 10 % du PIB (contre 20,8% du PIB allemand) et **nous avons perdu près de 2 millions d'emplois industriels.**
- **Ce mouvement s'est accéléré depuis la mise en place des 35 heures.** En 1999, avant les 35 heures, le coût d'une heure de travail dans l'industrie en France était 20% moins cher qu'en Allemagne. Quand Nicolas Sarkozy est arrivé au pouvoir, il a dû faire avec une heure de travail en France 10% plus chère qu'en Allemagne selon Eurostat. Résultat :
 - **Nos exportations ont chuté** : en 2003, les exportations françaises représentaient à peine plus de 45 % des exportations allemandes, alors qu'elles correspondaient à près de 60 % de celles-ci au moment du vote des 35h1. **Notre commerce extérieur ne cesse de reculer** : en 1997, nous étions en excédent de plus de 18 mds €, en 2010 nous avons enregistré un déficit de 51 mds €.
 - **Sur les 20 produits technologiques les plus vendus en France, aucun n'est français.**

Nous n'avons attendu personne pour tirer la sonnette d'alarme et réagir pour freiner la désindustrialisation

- Certains, François Bayrou, François Hollande, Marine Le Pen, semblent **découvrir aujourd'hui l'érosion du produire en France et en font un sujet de communication politicienne...** Mais cela fait des années que Nicolas Sarkozy a pris conscience du problème et se bat pour inverser la tendance.

- Nicolas Sarkozy lancé depuis 2007 de nombreuses réformes pour renforcer la compétitivité de la France et réindustrialiser notre territoire :

- * **L'instauration du statut d'auto-entrepreneur le 1er janvier 2009 qui facilite la création d'entreprise.** En 2010, ce sont 622 000 entreprises (contre 268 919 en 1999) qui ont été créées dont 360 000 auto-entrepreneurs. A ce rythme, le quinquennat aura vu la création de plus de 2,5 millions d'entreprises en France. L'idée est de renforcer l'entrepreneuriat dans notre pays : les Français ont des talents, des idées, des projets, il faut tout faire pour les encourager à les développer. Les plus grandes réussites industrielles sont nées dans l'esprit de jeunes entrepreneurs qui croyaient en leurs découvertes.

- * **le déverrouillage des 35 heures avec l'exonération des heures, supplémentaires.**

- * **Le pari de l'innovation :** depuis l'été 2007, le crédit impôt recherche, qui soutient l'effort de recherche et développement des entreprises, a été simplifié. Il a été **multiplié par 3 et représente 4 milliards de subventions en faveur de l'innovation.**

- * **Le renforcement de l'attractivité de notre territoire :** la suppression de la taxe professionnelle en 2010 permet de réduire la charge fiscale d'un montant de 45% à 24% selon les secteurs industriels et donc de lutter contre les délocalisations. Les grandes gagnantes de cette réforme sont les entreprises avec un chiffre d'affaire compris entre 250 000 € et 2 millions €.

- * **Le pari de l'investissement avec le plan d'Investissements d'Avenir, centré sur l'intelligence et les industries de demain ,** d'un montant de 35 milliards dégagés par l'Etat **entraînant à terme un effet de levier de 65 mds d'investissements,** grâce aux cofinancements demandés aux entreprises ou apportés par les collectivités locales.

- * La création d'un label « origine France garantie » en 2011 qui garantit qu'au moins 50% de la valeur du produit certifié ait été réellement produite en France. Cela permet de valoriser les entreprises qui produisent réellement en France et ne se contentent pas d'assembler dans notre pays des produits confectionnés à l'étranger dans le seul but de bénéficier du label « made in France ». En moins de 6 mois, plus de 500 entreprises ont fait part de leur intérêt pour ce nouveau label.

- * L'explosion d'une crise d'une ampleur sans précédent nous oblige à poursuivre nos efforts et de faire de la réindustrialisation une priorité du prochain quinquennat.

Notre stratégie pour inverser la tendance : travailler plus pour produire plus.

- * Ne nous laissons pas bernier par les fausses solutions de François Bayrou, de la gauche, du FN :

- * **Appeler au patriotisme économique comme le fait François Bayrou, c'est sympathique mais cela ne suffit pas**, il faut faire des réformes structurelles. La question **n'est pas tant d'acheter français que de produire en France** (des Toyota japonaises sont produites et vendues en France avec des emplois à la clé, quand des Renault françaises sont produites en Turquie puis vendues en France...)! Bien sûr il faut faire preuve de patriotisme économique et acheter français mais encore faut-il que nous puissions produire en France. **La priorité, c'est de reconstruire une chaîne industrielle sur notre sol.**

- * Appeler au protectionnisme et à la démondialisation comme le fait le PS, à la suite d'Arnaud Montebourg est un leurre : vouloir sortir de la mondialisation, c'est menacer le travail du 1/4 des salariés français qui vivent de l'export. C'est aussi croire que tout notre problème vient de la concurrence avec la Chine ou l'Inde (alors que seules 10% des importations proviennent de pays à bas salaires) plutôt que la compétition des pays de l'UE (2/3 des importations dans l'UE se réalisent entre pays européens). S'il y a des délocalisations en France, c'est surtout à cause d'un problème de compétitivité avec nos voisins européens dont l'Allemagne. Plutôt que de chercher à trouver un coupable à l'extérieur, ayons le courage de nous interroger sur nos propres faiblesses.
Et puis il y a un paradoxe étonnant de la part du PS qui parle de défendre le made in France tout en voulant démanteler notre filière nucléaire, avec ses centaines de milliers d'emplois à la clé, qui parle de défendre les ouvriers en voulant supprimer l'exonération des heures supplémentaires qui bénéficie à 9 millions de salariés.

- * Appeler à la fermeture des frontières et à la sortie de l'euro comme Marine Le Pen, c'est prendre le risque d'une inflation à 2 chiffres, d'un emballement des taux d'intérêt qui assécherait le crédit et paralyserait l'activité économique.

- * Ne mentons pas aux Français, pour produire plus en France, on ne pourra se contenter de slogans trompeurs ou réducteurs sur « l'acheter français » la « démondialisation » ou la « sortie de l'euro » il faudra agir sur le long terme avec une stratégie en 6 points :
 - Dépenser moins : le temps est révolu où tout notre modèle de croissance reposait sur l'endettement public.
 - Travailler plus : en négociant branche par branche une augmentation du temps de travail en échange d'une augmentation des salaires. Depuis la mise en place des 35 heures personne ne croit plus que c'est en travaillant moins qu'on produit plus et qu'on gagne plus.
 - Baisser le coût du travail pour relocaliser les usines sur notre territoire. Le coût horaire du travail dans l'industrie progresse bien plus vite en France qu'en Allemagne. Précisément +38 % dans l'industrie manufacturière française de 2000 à 2008 contre +17 % outre-Rhin. Il faut transférer environ 30 milliard € de charges sociales vers une fiscalité antidélocalisation pour baisser le coût du travail.
 - Aider les PME : les futurs géants industriels se préparent dans les PME. Il faut réserver une part des marchés publics européens aux PME, rendre gratuit le premier dépôt de brevet, les aider à accéder à des financements non bancaires, développer des stratégies exportatrices associant PME et grands groupes et simplifier toutes les normes qui entravent leur essor.
 - Faire du « made in France » une marque aussi reconnue que le « made in Germany ». Nous voulons développer nos filières d'excellence : agroalimentaire (maintien de la PAC, régulation), métiers de la santé, numérique.
 - Instaurer des relations commerciales équitables avec le principe de réciprocité. Nous devons créer une taxe réciprocité pour corriger la concurrence déloyale de la part de pays

n'ayant pas les mêmes normes sociales, environnementales et économiques et qui font de leurs faiblesses (pollution, absence de protection sociale) des éléments de dumping. Cette taxe se fondera sur les traités internationaux (Kyoto, etc.) et sera donc conforme aux règles de l'OMC.

C'est en faisant ce travail de long terme que la France se réindustrialisera. Ce n'est pas un défi insurmontable : dans les années 1990 l'industrie allemande était sur le recul, l'Allemagne a fait des réformes de structures et en 10/15 ans, elle est redevenue florissante ! Il n'y a pas de raison que nous ne puissions pas faire de même.

LES ENGAGEMENTS BUDGETAIRES DE LA MAJORITE POUR 2012

Face à la crise de confiance que traverse la zone euro, le Gouvernement et la majorité ont apporté tout au long du débat budgétaire une réponse constante : notre avenir et notre indépendance passent par le retour à l'équilibre des comptes publics, la maîtrise de la dépense et le désendettement. Le PLFSS définitivement adopté fin novembre dernier, ainsi que le PLF pour 2012 et le quatrième PLFR pour 2011 qui viennent d'être adoptés cette semaine, sont représentatifs des engagements pris par la majorité pour 2012 : une gestion réactive, rigoureuse, anticipée et équilibrée des deniers publics.

Un budget structurel qui engage la France dans la durée

- **Le Gouvernement poursuit un objectif intangible : consolider notre stratégie budgétaire et respecter notre trajectoire de désendettement** en ramenant nos déficits publics à hauteur de 5,7 % en 2011 et 3 % en 2013.
- **La majorité tient ses objectifs :**
 - **Ses objectifs passés :** allègement de nos déficits de 53 Mds d'euros cette année, et ce malgré une croissance plus faible que prévue (1%).
 - **Ses objectifs à venir :** l'ensemble des décisions prises en toute responsabilité au cours du débat budgétaire constituent un effort de 52 Mds d'euros d'économies au titre de 2011 et 2012.
- **Malgré l'urgence, la majorité prend des décisions structurelles :** la force de ces décisions réside dans le fait qu'elles engagent la France dans la durée et qu'elles trouvent leur cohérence dans un plan global de désendettement. La réduction des déficits exige une véritable stratégie pluriannuelle : les mesures d'économie votées aujourd'hui sont effectives et prennent toute leur latitude dans un calendrier qui va jusqu'en 2018.

Un budget équilibré qui répartit l'effort entre la réduction de la dépense et la hausse des recettes

Depuis que la gauche a voté au Sénat près de 35 Mds de taxes supplémentaires pour l'année prochaine sans faire un centime d'économies, nous savons à quoi ressemble une fiscalité de gauche : un véritable coup de massue pour les entreprises qui écopent de 20 Mds de taxes supplémentaires et l'asphyxie des classes moyennes avec la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires ou le rétablissement des droits de succession.

Face à cette démonstration d'irresponsabilité, c'est notre majorité qui a eu le courage de s'attaquer aux vieux réflexes d'incurie budgétaire qui minent nos finances publiques depuis 30 ans.

- **Nous abordons frontalement la question de la réduction de la dépense avant de voter de nouvelles taxes**
 - Nous réduisons le train de vie de l'Etat et des collectivités : une baisse historique des dépenses de l'Etat de 1,5 Md d'euros répartie sur l'ensemble des administrations centrales. De même, nous demandons un effort aux collectivités territoriales de 200 millions d'économies.

- Nous encadrons la progression de nos dépenses sociales : économie de 120 millions d'euros sur les dépenses de gestion des caisses de sécurité sociale et de 100 millions d'euros sur les fonds de la protection sociale.
- Nous rationalisons nos dépenses. Plutôt que procéder à des coupes budgétaires brutales, nous rénovons certains dispositifs. Dans cette perspective, le prêt à taux zéro (PTZ +) est placé sous conditions de ressources et mobilisable pour l'achat de logements neufs uniquement.
- Nous rabettons les niches fiscales en augmentant le rabot général, en supprimant le dispositif Scellier d'ici 2013 et en réduisant le Crédit d'impôt développement durable (CIDD).
- Nous accélérons les réformes : en votant dans le PLFSS une accélération du calendrier de relèvement de l'âge de départ à la retraite, la majorité permet à l'Etat d'économiser 4,4 milliards d'euros d'ici 2016. La logique qui prévaut est toujours la même : plutôt que de prendre le risque d'augmenter les pensions, comme l'ont fait beaucoup de nos voisins, nous demandons un effort mesuré aux générations qui assument la transition vers le départ à 62 ans et nous sécurisons définitivement le financement des retraites.

➤ **Nous calibrons les recettes suivant deux principes : compétitivité et équité**

- **Nous demandons un effort exceptionnel aux plus fortunés.** Dans un esprit d'équité, le Gouvernement a demandé aux plus aisés de participer à la hauteur de leurs moyens : hausse du taux de prélèvement forfaitaire libérateur qui permet de réduire l'écart entre la fiscalité du capital et celle du travail, hausse de la taxation des retraites chapeaux supérieures à 24 000 euros mensuels, réforme de la taxation des plus values immobilières, gel du barème de l'impôt sur le revenu et contribution exceptionnelle de 3 % sur les hauts revenus : tant que la France ne se désendette pas, les foyers qui gagnent le plus continueront à verser une contribution exceptionnelle pour la réduction des déficits.
- Nous demandons un effort tout aussi exceptionnel aux entreprises les plus solides : majoration exceptionnelle de 5% de l'impôt sur les sociétés qui ne concernera que les grandes entreprises dont le chiffre d'affaire dépasse 250 millions d'euros par an..
- Et nous demandons enfin un effort mesuré à tous les Français : nous augmentons le taux réduit de TVA de 5,5 % à 7% : mais pour protéger les plus fragiles, cette hausse du taux réduit ne s'appliquera ni aux produits de première nécessité comme les produits d'alimentation, ni aux cantines scolaires, à l'énergie ou encore aux biens et services destinés aux personnes handicapées.
- Mais nous ne touchons pas aux dispositifs sociaux et fiscaux qui soutiennent l'emploi comme les aides à l'emploi à domicile ou les allègements de charge sur les bas salaires qui permettent aux entreprises de continuer à embaucher et à soutenir l'emploi peu qualifié. Dans cette perspective, la majorité a également agi pour alléger les charges pesant sur l'emploi dans l'agriculture.
- Et nous nous laissons en place tous les dispositifs favorables à la croissance : nous ne touchons pas au Crédit d'impôt recherche, ni à la réforme de la taxe professionnelle, et nous protégeons les petites entreprises qui forment le tissu de notre vitalité économique.

➤ **Nous protégeons les plus fragiles**

- **Nous préférons accélérer l'application de la réforme des retraites de 2010 plutôt que de baisser les pensions. Et quand nous taxons les retraite-chapeaux, nous protégeons les petites retraites chapeaux** nous créons une franchise pour les exonérer d'impôts jusqu'à 500 euros e nous votons la déductibilité sur l'impôt sur le revenu du prélèvement de 7% pour les retraites chapeaux inférieures à 1000 euros mensuels.
- **Nous préférons valoriser les prestations familiales en les calant sur la croissance et non plus sur l'inflation plutôt que d'opérer des coupes budgétaires injustes.** Les prestations familiales ne baissent pas, elles continuent même d'augmenter : mais dans le contexte budgétaire que nous connaissons, il est normal qu'elles augmentent au même rythme que la richesse nationale.
- **Quand nous abaissons les indemnités journalières, nous ne touchons pas aux salaires les plus modestes.** La baisse ne sera applicable qu'au-delà de 1,8 SMIC - soit 2500 euros - pour protéger les revenus faibles et éviter la mise en place d'un 4ème jour de carence pour les salariés du privé.
- **Quand nous rationalisons nos dépenses de santé, nous agissons sur le fonctionnement du système et sur la fraude plutôt que sur le niveau de prise en charge.** Nous demandons des efforts aux industriels et aux professionnels de santé parce que la sécurité sociale est notre bien commun et que nous voulons la préserver.
- **Surtout, nous ne touchons pas aux 6 millions de Français les plus vulnérables qui bénéficient des minima sociaux, ni aux retraités, ni aux revenus de remplacement, ni aux personnes invalides.**
- **Toutes ces mesures s'inscrivent dans notre stratégie de renforcement des filets sociaux :** malgré la crise, nous avons créé le RSA, nous poursuivons en 2012 la revalorisation de 25 % du minimum vieillesse ainsi que de l'Allocation Adulte handicapé et nous maintenons l'un des plus hauts niveaux de protection sociale du monde.

Le désendettement est une priorité nationale : chacun doit prendre sa part dans cet effort collectif. Pour que la France reste une puissance qui compte en Europe, pour préserver un modèle généreux que le monde entier nous envie, pour maintenir les conditions d'une reprise d'un rebond économique, nous devons rationaliser la dépense utile et traquer la dépense inutile. La majorité s'y emploie avec courage et détermination.

LES MAUVAIS COMPTES DU SENAT : ASPHYXIE DE LA COMPÉTITIVITÉ ET DU POUVOIR D'ACHAT

La gauche continue de tester son programme au Sénat. Alors que nous traversons une crise sans précédent et que la majorité fait des choix historiques pour tendre vers l'équilibre des comptes publics, le Sénat n'a pas hésité à dévoyer en première lecture l'esprit et la lettre du projet de loi de finances ainsi que du collectif budgétaire de fin d'année.

- **Le Sénat alourdit les dépenses au lieu de les équilibrer** : en sortant de l'Assemblée, la réduction du déficit public s'élevait à 2 milliards d'euros avec un solde budgétaire ramené à 78,8 milliards d'euros. **En sortant du Sénat, le texte était alourdi d'une trentaine de nouvelles taxes pour un montant de 32 milliards d'euros.**
- **Le Sénat prend le parti de défaire plutôt que de construire** : sur les trente deux missions du PLF, vingt-deux ont vu leurs crédits purement et simplement rejetés. Le Sénat aurait pu redéployer des dépenses au sein des missions : il s'est contenté de s'opposer sans construire d'alternative. Résultat : le budget n'accorde pas le moindre euro ni à l'enseignement scolaire, ni à l'enseignement supérieur, ni à la justice, ni à la sécurité, ni à l'écologie ! Ce budget factice est bien la preuve que la gauche ne se prend pas elle-même au sérieux.
- **Les sénateurs de gauche choisissent le déni plutôt que la responsabilité** : le Sénat a voté le PLFR après l'avoir expurgé la plupart des mesures issues du deuxième plan de retour à l'équilibre des finances publiques. Jamais à un paradoxe près, la gauche accuse la majorité de construire le budget sur des hypothèses de croissances « fantaisistes » tout en fauchant l'action du Gouvernement pour anticiper le ralentissement de la croissance mondiale !
- **La gauche accuse le Gouvernement de mener une politique « d'austérité » tout en votant 32 milliards d'euros de taxes supplémentaires en deux mois : cherchez l'erreur... Si on suivait la gauche, il ne faudrait plus parler d'austérité mais de récession annoncée !** Le plan Fillon 2 permet un effort dosé sans peser sur la croissance. L'objectif est bien d'adapter la contribution de chacun en fonction de ses capacités, de préserver les plus fragiles et de laisser des marges de manœuvre aux entreprises. Les sénateurs n'ont pas autant de scrupules !
- **La gauche refuse le principe même d'une baisse des dépenses. L'augmentation massive de la fiscalité est la seule option proposée par le PS !**

Matraquage fiscal des hauts revenus

- **Avec la création d'une tranche supérieure sur le revenu à 45 % pour la fraction supérieure à 100 000 euros par part.**
- **Augmenter l'impôt sur le revenu revient à taxer le travail** : ce n'est pas conforme à nos valeurs. L'impôt sur le revenu est déjà très concentré sur les plus hauts revenus. On ne peut pas demander aux cadres supérieurs de payer toujours plus à la place des grandes fortunes ! C'est bien la raison pour laquelle nous avons mis en place une contribution exceptionnelle sur les grandes fortunes.

- **Avec l'abrogation de la réforme de l'ISF** et la suppression immédiate du bouclier fiscal.
- La réforme de l'ISF permettait de simplifier l'impôt, **d'en faire sortir les 300 000 contribuables qui y étaient injustement assujettis du simple fait de l'envolée des prix de l'immobilier** et de supprimer progressivement le bouclier fiscal en respectant le principe de non-rétroactivité en matière fiscale. La gauche abroge donc une loi qui allait vers plus de justice fiscale !

Le matraquage des classes moyennes

Avec la suppression de la défiscalisation des heures supplémentaires

- **Entre 2000 et 2007, nous avons perdu 500 000 emplois industriels, et le contribuable continue de payer 12 milliards par an pour compenser les 35 h.**
- Les heures supplémentaires bénéficient à 9 millions de salariés qui gagnent 1500 euros en moyenne et gagnent ainsi 460 euros de plus par an... C'est du pouvoir d'achat supplémentaire pour les ouvriers, les employés, les enseignants ! D'ailleurs, les heures supplémentaires sont en hausse. C'est bien la preuve que les salariés et les entreprises ont adopté ce dispositif.
- Le travail n'est pas un gâteau que l'on partage en tailles égales : l'emploi ne se décrète pas ! Avec les 35 heures, on a tiré le niveau de vie des Français et les finances publiques vers le bas, sans remplir la promesse de l'emploi pour tous... Les heures supplémentaires permettent d'assouplir la logique sclérosante des 35 heures.
- **Avec le rétablissement des droits de succession pour les classes moyennes** : la gauche a voté la diminution de 159 000 à 50 000 euros du seuil d'exonération des droits de succession. Ce scénario implique un retour à la situation de 2007 où seulement 75% des successions étaient exonérées contre 95 % actuellement.
- Cette mesure permet aujourd'hui à de nombreux Français de transmettre « gratuitement » leur patrimoine quand il est modeste et d'aider leurs enfants à démarrer dans la vie. Ce recul de la gauche est purement idéologique et totalement paradoxal. D'autant plus que la hausse de l'immobilier justifie aujourd'hui cette exonération encore plus qu'en 2007. Les premiers bénéficiaires ne sont pas les gros mais bien les petits patrimoines !
- De plus, toujours dans un souci de justice fiscale, la majorité a choisi de taxer la succession des gros patrimoines au moment de la réforme de l'ISF : les droits de succession sont passés de 35 à 40 % pour la transmission des patrimoines entre 900 000 et 1,8 M d'euros, et de 40 à 45 % au-delà de 1,8 M d'euros.

Le matraquage des entreprises

- Pour la gauche, la fiscalité sur les entreprises est la réponse à tout : **le Sénat a augmenté l'impôt sur les sociétés de 50 % ! Soit 20 milliards de taxes pesant sur toutes les entreprises**, qu'elles soient des PME ou des leaders du Cac 40, qu'elles investissent ou non, qu'elles embauchent ou non ! Comment la gauche peut-elle parler de justice fiscale ?
- **La gauche semble oublier l'essentiel : les entreprises créent des emplois et rémunèrent des salariés !** Alors que nous traversons une crise sans précédent, la difficulté réside dans l'équilibre entre réduction des dépenses et maintien de la croissance. Ce n'est pas en taxant les entreprises au maximum que l'on créera des emplois...

Le refus de toute vertu budgétaire

- **Avec le rétablissement des 200 millions de dotation globale de fonctionnement en faveur des collectivités territoriales et l'augmentation des crédits aux collectivités !**
- Alors que la majorité assume courageusement la RGPP - pour une économie de 15 milliards d'euros sur la période 2008-2013 - la gauche au pouvoir dans les territoires voudrait s'exempter de tout effort ! Belle preuve de responsabilité et de solidarité au coeur d'une crise sans précédent.
- En outre, sur la période 2002 – 2009, les effectifs de fonctionnaires territoriaux ont bondi de 18,5 %... Alors que depuis 2007, le Gouvernement poursuit sa politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux, avec pour objectif la suppression de 150 000 postes de fonctionnaires avant la fin du quinquennat.

La sanction de la place financière de Paris

- **Avec la création d'une taxe sur les transactions financières ... nationales.**
- Le Président de la République soutient avec Angela Merkel la mise en place d'une taxe sur les transactions financières : ce projet, poussé par le couple franco-allemand à la Commission européenne, ne peut faire l'objet que d'une application européenne. Faire cavalier seul serait à la fois techniquement très compliqué et mortel pour la place de Paris. La France se tirerait une balle dans le pied en pénalisant sa propre compétitivité !

Etonnamment, à côté de la création de 30 taxes supplémentaires... le renoncement idéologique à d'autres taxes portées par la majorité !

- **Avec la suppression de la taxe sur les boissons sucrées et sur les édulcorants :** la gauche a fait le choix de renoncer à 280 millions d'euros de ressources, qui devaient en plus être affectées au financement de la réduction des charges agricoles.
- **Avec la suppression du relèvement du taux de TVA réduit de 5,5 à 7 % :** selon Nicole Bricq, cette mesure qui contribue à l'effort général du Gouvernement pour ramener nos déficits publics à 3% du PIB en 2013, « n'est pas la plus judicieuse en matière de soutien à la consommation et donc à la croissance ». Or l'effort national est partagé. Le Gouvernement a demandé un effort exceptionnel aux plus fortunés : contribution exceptionnelle de solidarité, taxation exceptionnelle des grands groupes... Le relèvement à 7% permet à la fois de converger avec le taux allemand, de raboter une niche fiscale et de demander à tous un effort mesuré pour répondre à la crise.

L'action des sénateurs de gauche est à la fois excessive - suivant une véritable explosion de la fiscalité – et dénuée de logique. Nicole Bricq dénonce un « patchwork budgétaire » et une « succession d'improvisations » de la part du Gouvernement quand elle fait voter un budget qui conduit à l'explosion des records de prélèvements obligatoires sans même donner à l'Etat les moyens d'effectuer toutes ses missions (enseignements etc..).

Le basculement à gauche du Sénat aura eu un avantage : apporter aux Français la preuve que le projet PS est à la fois décousu, incohérent et irresponsable. Le PS ne peut plus mentir sur son incapacité à concevoir une politique structurée.

Et quels signaux le PS envoie-t-il aux marchés et à nos partenaires européens ?

- **Le signal d'une France qui réfute la valeur travail.**
- **Le signal d'une France qui étouffe ses entreprises avec** une fiscalité confiscatoire.
- **Le signal d'une France qui persiste à vouloir financer son modèle sur de la dette.** Incapable de réduire la dépense publique, parlant encore en 2011 du maintien des 35 heures, de la retraite à 60 ans et de la hausse de l'emploi public, le PS n'arrive pas à changer de logiciel ni à construire une réponse sensée face à la gravité des enjeux actuels.